



Westminster & City News

NUMÉRO 25

Du 19 au 25 juin 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

L'emprunt net du secteur public a augmenté à 55,2 Mds£ en mai, contre 48,5 Mds£ en avril – Les besoins de liquidité du gouvernement ont par contre légèrement diminué, s'établissant à 62,7 Mds£ contre 63,3 Mds£ en avril. Ils reflètent une baisse de 44,5 % des recettes fiscales et une hausse de 45,6 % des décaissements en glissement annuel. Les besoins de liquidité des deux premiers mois de l'année budgétaire 2020-21 (avril et mai) ont été plus importants que ceux des 10 dernières années, portant la dette nette britannique à 100,9 % du PIB en mai, au-dessus des 100 % pour la première fois depuis 1963. Ils devraient se réduire durant les prochains mois, alors que les subventions aux PME ont été versées et que les contributions du gouvernement au chômage partiel vont diminuer progressivement jusqu'à fin octobre.

Le PMI composite suggère une accélération de la reprise économique en juin – L'indice d'activité de Markit s'est établi à 47,6 en juin contre 30 en mai selon les premières estimations. Le secteur des services enregistre la plus forte amélioration, son PMI ayant augmenté de 18 points pour s'établir à 47 en juin. Le PMI manufacturier est quant à lui passé en territoire d'expansion, à 50,1 contre 40,7 en mai. Les ventes au détail témoignent également d'une reprise progressive de l'activité, en augmentation de 12 % en mai par rapport à avril, bien que toujours en contraction de 13,1 % en glissement annuel. La proportion des ventes en ligne dans les ventes totales continue de progresser, à 33,4 % en mai contre 30,8 % en avril. Les perspectives pour l'emploi restent néanmoins sombres : la balance composite de l'emploi s'est établie à 35,9 (contre 31,9 en mai), un niveau correspondant au plus bas de la récession de 2008-09.

POLITIQUE COMMERCIALE

Chute historique des exportations et des importations britanniques en avril d'après l'ONS – Les flux commerciaux entre le Royaume-Uni et le reste du monde ont fortement chuté entre février et avril, atteignant un point bas historique depuis 1998, avec un repli des exportations de – 33,1 Mds£ et des importations de – 29,9 Mds£. Entre février et avril, les exportations de biens ont chuté de 13,7 Mds£ pour atteindre 73,3 Md£, et les importations de biens ont diminué de 11,8 milliards de livres sterling pour atteindre 100 milliards de livres sterling par rapport à la période précédente. Pour les services, les exportations ont atteint 65,1 Mds£ (-19,5 Mds£) et les importations se sont établies à 39,6 Md£ (-18,1 Mds£). L'excédent de la balance commerciale (excluant les biens non-spécifiques) s'est réduit de 0,9 Md£ entre février et avril pour atteindre 0,2 Md£. L'ONS estime pour l'heure que le repli sans précédent des exportations et des importations britanniques ne peut être entièrement attribué à la pandémie de COVID-19, et avance que les perturbations suscitées par cette dernière ont affecté le relevé des données des flux commerciaux.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE & MARCHÉS FINANCIERS

Le gouvernement publie son approche sur la législation financière post-Brexit – Dans une [déclaration écrite](#) au Parlement, le chancelier R. Sunak présente les réformes envisagées et visant à actualiser les exigences prudentielles britanniques, à maintenir la solidité des marchés de capitaux britanniques et à gérer les risques futurs. Un [document général sur les exigences prudentielles](#) détaille les contours d'un nouveau régime prudentiel des entreprises d'investissement qui se distinguera notamment du cadre européen sur le régime de ré-autorisation des entreprises d'investissement systémiques. La mise en œuvre des exigences prudentielles sera entièrement déléguée aux régulateurs, (à la PRA pour les établissements de crédit et à la FCA pour les entreprises d'investissement). Deux consultations, en [cours sur la Directive BRR II](#) et à venir sur la Directive CRD V, devraient permettre au gouvernement de déterminer la meilleure façon de mettre en œuvre les textes juridiques dont l'entrée en vigueur interviendra après le 31 décembre. A été également publiée l'approche concernant les mesures législatives pour faciliter la transition du [Libor](#) au Sonia avant la fin 2021 où des pouvoirs plus importants seront confiés à la FCA.

La BoE publie son premier rapport relatif à son exposition aux risques financiers climatiques – Elle y [présente](#) son approche de la gestion des risques liés au changement climatique dans l'ensemble de ses opérations, ainsi que les mesures prises pour améliorer la compréhension de ces risques tant en terme d'effets physiques que d'impact de la transition vers une économie à émissions nette zéro. Quatre éléments sont analysés : la gouvernance des processus décisionnels qui doivent tenir compte des risques liés au climat et qui est déléguée à un membre de l'exécutif de la BoE dédié et chargé de superviser la mise en œuvre de la stratégie de la Banque centrale en matière de climat ; la stratégie climatique de la BoE axée sur le risque, le *reporting* et le rendement ; la gestion du risque via une analyse de sa propre exposition au changement climatique et la manière dont cette exposition pourrait affecter la résilience de ses opérations ; la fixation de nouveaux objectifs de réduction de son empreinte carbone d'ici 2030.

Les institutions financières préparent le retour en présentiel du personnel – Dès le début du mois de juin, de nombreuses institutions ont commencé à inviter leur personnel à revenir au bureau. Les grandes banques basées à Londres (HSBC, Barclays, Goldman Sachs, Citi, etc.) visent un retour graduel de leurs salariés, avec de 10 % à 20 % en présentiel d'ici la fin de l'été, et ce afin de respecter les règles de distanciation sociale. Si les employés actifs en salle de marchés sont les premiers à revenir, la majorité du personnel ne retournera pas dans les bureaux au moins avant fin septembre. Selon le *Financial Times*, le retour au travail se fera initialement sur une base volontaire. Il est par ailleurs probable que des entreprises permettent à leurs employés d'alterner le télétravail et le présentiel à plus long-terme. Enfin, de nombreuses institutions auraient vivement encouragé leurs employés à prendre des vacances lors des mois d'été pour éviter des futurs goulots d'étranglement en raison des congés accumulés au premier semestre.

New Financial publie le troisième [rapport](#) annuel de la charte *Women in Finance* – Lancée en mars 2016 par le Trésor britannique, la charte *Women in Finance* engage ses signataires à publier et atteindre un objectif de représentation des femmes dans leurs équipes de direction. Parmi les 187 signataires avec des objectifs en cours, 33 % d'entre eux l'ont atteint en 2020 tandis que 48 % sont en bonne voie pour l'atteindre. Depuis son lancement, la charte a donc réussi à susciter l'attention et la mobilisation du secteur financier, en incitant ses signataires à mettre en œuvre diverses actions. Cependant, le progrès vers plus de diversité reste très lent : depuis 2016, la proportion de représentation des femmes dans les équipes de direction des entreprises signataires a augmenté de seulement 1 % par an (32 % en 2020). Selon New Financial, la crise du Covid-19 représente une opportunité pour repenser en profondeur les organisations de travail afin de rendre le secteur financier plus inclusif et représentatif. Ce projet est d'autant plus important dans le contexte des mobilisations *Black Lives Matter*, à la suite desquelles la [BoE](#) et [Lloyd's of London](#) ont notamment présenté leurs excuses quant à leurs liens passés avec la traite des noirs.

Nikhil Rathi, directeur de la bourse de Londres (LSE) et ancien du HMT, va prendre la tête de la FCA – [Nikhil Rathi](#) remplacera Chris Woolard, directeur par intérim de la FCA depuis le départ d'Andrew Bailey pour la BoE en mars. Avant de prendre la direction de la division britannique de la LSE en 2014, où il a impulsé un rapprochement avec les secteurs financiers indien et chinois, Nikhil Rathi a travaillé pendant 11 ans au HMT. Il a notamment supervisé la recapitalisation de RBS et la liquidation de Bradford & Bingley durant la crise financière de 2008. Pour le *Financial Times*, quatre grands défis l'attendent à la FCA : la gestion des dettes accumulées durant l'épidémie de Covid-19, la refonte de la réglementation financière post-Brexit, le renforcement de la protection des consommateurs après une série de scandales, et la modernisation des activités de régulation à travers le déploiement de nouvelles technologies. Cité par le *Financial Times*, Nikhil Rathi entend également améliorer la culture de travail à la FCA en rendant notamment l'organisation plus sensible aux enjeux de diversité.

La FCA rappelle la date butoir du 30 juin pour l'enregistrement des entreprises de crypto-actifs – La *Financial Conduct Authority* a publié une [nouvelle page web](#) rappelant aux entreprises qui exercent des activités de crypto-actifs au RU qu'elles doivent être enregistrées auprès d'elle pour se conformer aux nouvelles réglementations avant le 30 juin. Depuis le 10 janvier, la FCA est devenue l'autorité de surveillance, en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, des entreprises britanniques de crypto-actif, et les entreprises opérant avant le 10 janvier 2020 et exerçant des activités de cryptologie au RU (entreprises existantes) doivent s'enregistrer auprès de la FCA. Les entreprises opérant après le 10 janvier 2020 doivent s'enregistrer auprès de la FCA avant d'exercer leurs activités. Pour les entreprises existantes, si elles ne soumettent pas une demande complète avant le 30 juin 2020, leur enregistrement pourrait ne pas être traité à temps pour le 10 janvier 2021 et l'entreprise devra donc cesser ses activités.

La Commission européenne lance une investigation sur le rachat de Refinitiv par la LSE – Dans son [communiqué](#), la Commission a souligné le potentiel impact anti-concurrentiel lié au rachat du fournisseur de données Refinitiv par la LSE pour 27 Mds de dollars. En particulier, le nouveau groupe détiendrait une part de marché significative dans le négoce des obligations souveraines européennes, un marché où les plateformes de Refinitiv et de la LSE sont déjà en position dominante. La part de marché consolidée du groupe dans le négoce et la compensation de dérivés en gré à gré serait également préoccupante. L'investigation de la Commission durera 4 mois ; elle annoncera le 27 octobre si elle autorise la transaction. En 2017, la Commission avait bloqué la fusion entre la LSE et Deutsche Börse, après que la LSE ait refusé de céder sa plateforme italienne de négociation d'obligations pour réduire sa part de marché sur les opérations sur titres à revenu fixe en Europe.

BANQUES & ASSURANCES

La FCA propose des mesures supplémentaires pour soutenir financièrement les particuliers – Après avoir rallongé le moratoire sur les prêts à l'habitat, la [FCA](#) a proposé au secteur bancaire d'étendre de trois mois les mesures de soutien pour les utilisateurs de cartes de crédit et les souscripteurs de prêts personnels. Selon ses propositions, les particuliers auraient désormais jusqu'au 31 octobre 2020 pour demander la mise en œuvre d'un moratoire sur ces produits. Ceux bénéficiant déjà d'un moratoire devront prendre contact avec leur banque à la fin de la période initialement prévue. S'ils sont en capacité de le faire, il leur sera recommandé de reprendre le paiement des remboursements à taux plein. Pour leurs clients en difficulté, les entreprises pourront rallonger le moratoire ou proposer d'abaisser le montant des remboursements durant trois mois supplémentaires. La FCA propose également d'étendre de trois mois la non-facturation des frais de découverts jusqu'à 500 £ pour tout client avec un découvert autorisé. Elle devrait rapidement recevoir l'aval du secteur bancaire sur ces propositions.

Les assureurs médicaux privés sont appelés à rembourser les cotisations d'assurance de leurs clients – Alors que la quasi-totalité des soins médicaux privés non essentiels ont été interrompus pendant la crise du Covid-19, les clients ont continué à payer des primes d'assurance qui s'élèvent en moyenne à

600 £ sans pouvoir bénéficier du niveau de couverture de soins correspondant. Les restrictions d'accès aux soins pourraient se prolonger jusqu'à la fin du mois d'août, voire au-delà car le NHS continue à utiliser des installations privées et la capacité d'accueil reste limitée par sécurité. Malgré des appels de la FCA, la plupart des assureurs n'ont pas suspendu leurs paiements ni offert de remise à leurs clients. Bupa, Axa et Aviva ont déclaré qu'ils réexamineraient la question l'année prochaine lorsque l'impact du Covid-19 sera plus clair. Au RU, environ 40 % des frais médicaux sont couverts par une assurance médicale privée fournie par les employeurs et 30 % sont pris en charge par le NHS grâce au système « choose and book » qui permet aux patients de choisir d'être traités dans un hôpital privé aux frais de l'État.

L'envoyée spéciale du Trésor sur les Fintech s'interroge sur les bénéfices du *Future Fund* – Dans une interview à la revue financière Financial News, Eileen Burbidge, également associée auprès de l'entreprise de capital-risque Passion Capital, souligne qu'il est difficile pour l'Etat de faire le choix de sauver, via des fonds publics, des entreprises *early stage* qui n'auraient peut-être pas pu se développer dans tous les cas. Elle rappelle qu'il est important que le secteur des start-ups et des Fintech reste dynamique et ne se repose pas sur les seuls plans de soutien du gouvernement. Tout en reconnaissant les efforts du gouvernement, E. Burbidge, qui siège également au conseil d'administration de Monzo, insiste sur le fait qu'il est sain que certaines entreprises en démarrage échouent. D'autres *venture-capitalist* se sont montrés plus critiques vis-à-vis du *Future Fund*, considéré comme défaillant, inutile et même nuisible au secteur du capital-investissement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 25 juin 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,1%	-4,3%
Balance des B&S		-0,4%	-1,4%
Balance des biens		-4,9%	-6,5%
Balance des services		4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16	1,14
	GBP/USD	1,28	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.